

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CONFLIT DU MOYEN-ORIENT—REPRÉSENTATIONS RELATIVES À LA VENTE D'ARMES AUX BELLIGÉRANTS

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Peut-il dire à la Chambre si le gouvernement du Canada a fait part de son inquiétude à certaines puissances qui fournissent actuellement des armes aux pays qui s'affrontent au Moyen-Orient et s'il a l'intention de demander à la France et aux États-Unis, par exemple, de cesser d'encourager la lutte que se livrent Israël et les pays arabes?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Comme la Chambre le sait, le Canada ne fournit d'armes ni à l'un ni à l'autre camp dans ce conflit. Il a fait valoir aux Nations Unies et ailleurs que tous les pays devraient en faire autant, notamment la France, et d'autres pays qui fournissent des armes dans ce secteur.

[Français]

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Est-ce que ces pays à qui on a fait part d'une certaine inquiétude ont donné une réponse affirmative au ministre?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Évidemment non, monsieur l'Orateur.

REPRÉSENTATIONS RELATIVES À L'ACCORD CULTUREL ENTRE LE CANADA ET LA BELGIQUE

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le Canada a-t-il reçu, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Bruxelles, ou autrement, des représentations du gouvernement belge visant à modifier ou à mettre fin à l'accord culturel entre la Belgique et le Canada?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je ne le pense pas, monsieur l'Orateur, mais je devrai vérifier. Si je me le rappelle bien, c'est non.

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une ques-

[Le très hon. M. Trudeau.]

tion supplémentaire à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Peut-il dire à la Chambre si cet accord permet au Québec de conclure des ententes avec la Belgique, afin de créer des échanges culturels et techniques? Sinon, le Canada a-t-il l'intention d'apporter des modifications à cet accord, afin que le Québec puisse conclure des échanges avec la Belgique?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: A mon avis, l'attitude adoptée par le gouvernement à cet égard est bien connue: le Canada est responsable de ses relations extérieures avec d'autres pays. Dans ce contexte, il est fort possible bien sûr, que d'étroits rapports d'ordre culturel ou éducatif soient établis avec d'autres pays, mais nous devons insister pour qu'aucun gouvernement du pays autre que le gouvernement du Canada ne puisse agir comme s'il représentait un État souverain.

Des voix: Bravo!

INVITATION DE LA MAURITANIE D'ASSISTER À LA CONFÉRENCE DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DES PAYS FRANCOPHONES

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

J'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si la Mauritanie a invité le Canada à assister à la Conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones? Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention d'accepter l'invitation et d'y être représenté par la même délégation qui assistait à la Conférence de Paris en décembre dernier?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la réponse à la première partie de la question est affirmative. Le Canada a reçu une invitation. Nous n'y avons pas encore répondu.

POLITIQUE RELATIVE AUX DÉLÉGATIONS EN FRANCE

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il dire à la Chambre si la formule qui a été adoptée pour former la délégation de Paris est définitive ou si elle doit être modifiée?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, les principes généraux qui régissent la participa-